



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Marché pour la Location Longue Durée (LLD) de véhicule neufs sans chauffeur et prestations associées, pour les établissements du GHT Martinique



Table des matières

1. Objet du marché, dispositions générales	3
1.1. Objet	3
1.2. Bénéficiaires de l'accord-cadre.....	3
1.3. Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre	3
1.4 Répartition des responsabilités	3
1.5. Type d'accord cadre et décomposition du contrat	4
1.6 Périmètre des prestations	4
1.7. Durée du marché	4
2. Pièces constitutives du contrat.....	5
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	6
4. Obligations générales du titulaire.....	6
4.1 modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché.....	6
4.2 suivi de l'exécution des marches	7
4.4 Assurances	7
4.5 Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	8
4.7 Protection des données à caractère personnel.....	8
4.8 Sous-traitance en cours d'exécution	10
4.9 Obligation d'information	10
4.10 Véhicule de substitution en cas de rupture d'approvisionnement	10
5 - Conditions d'exécution des prestations	11
6 - Constatation de l'exécution des prestations	11
6.1 – Vérifications	11
6.2 - Décision après vérification	11
7. Modalités d'exécution des bons de commande.....	11
7.1 modalités d'émission des bons de commande de location.....	11
7.2 Difficulté de livraison	12
7.3 Bordereau de livraison.....	12
8. Contenu et évolution des prix	13
9. Avances	14
10. Modalités de règlements.....	15
11. Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités.....	16
12. CLAUSE DE REEXAMEN	17
13- Règlement des litiges et langues	19
14 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	19

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Cet accord cadre régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet :

La Location Longue Durée (LLD) sans chauffeur avec prestations associées, de véhicules neufs pour les établissements du G.H.T. « Groupe Hospitalier de Territoire » Martinique.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

1.2. Bénéficiaires de l'accord-cadre

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- CHU de Martinique (Etablissement support)
- CH Lorrain Basse-Pointe
- CH Nord Caraïbe

Cependant il est donné aux autres établissements du G.H.T. de Martinique, la possibilité d'intégrer en cours de route le marché (voir annexe 1 au CCAP)

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires

1.3. Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre

Les établissements du G.H.T. de Martinique, tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification de l'accord-cadre.

1.4 Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Ets support	Ets parties
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	x	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	x	
Etablissement et Envoi des bons de commande		x

Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitant	X	
Délivrance du certificat de cession de créances	X	X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X
Appliquer les pénalités		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X Pénalités reporting	X pénalités d'exécution
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X

1.5. Type d'accord cadre et décomposition du contrat

Le contrat est un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum en volume pour la durée du marché pour chaque lot :

Lot 1 : 120 véhicules maximum pour la durée du marché

Lot 2 : 120 véhicules maximum pour la durée du marché

Lot 3 : 120 véhicules maximum pour la durée du marché

Le volume maximum s'entend, pour chaque lot, comme un volume maximum de commande réalisé par l'ensemble des établissements bénéficiaires du lot concerné.

Chaque lot est mono attributaire.

L'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.6 Périmètre des prestations

Le périmètre des prestations est précisé dans le CCTP.

1.7. Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois à compter de la date de notification, reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée la période de reconduction est de 24 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence du pouvoir adjudicateur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

1.8 Constitution des catalogues

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires sur catalogue fourni par le titulaire à la remise des offres de base. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché et dans les mêmes catégories (B, C et D). Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total des achats réalisés pour le lot considéré. Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur les bordereaux de prix annexés à l'AE

Un catalogue correspond à un instant donné, à la liste et à la description des produits (véhicules) proposés par le fournisseur (tarifs, libellés, marque)

Organisation des catalogues :

Le fournisseur renseigne le catalogue marché (format Excel) correspondant à l'ensemble des références articles et produits définis dans le CCTP.

Pour constituer le catalogue personnalisé, le candidat attributaire s'engage à fournir un fichier informatique (de préférence au format Excel) contenant l'intégralité des articles proposés dans son offre pour la partie catalogue, avec les références commerciales et les tarifs des prix consentis, assortis d'éventuelles remises.

2. Pièces constitutives du contrat

Les pièces constitutives du présent accord-cadre sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes :

- o Annexe 1 : Offre financière (bordereaux de prix unitaires =BPU)

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes :

- o Annexe 1 : Liste des établissements du G.H.T. Martinique

- X o Annexe 2 : Détail Estimatif

- o Annexe 3 : Attestation sanctions Russie

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe :

- o Annexe 1 : Etat standard des véhicules

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- L'offre technique du titulaire (dont notamment le mémoire technique, le tarif du fournisseur, le catalogue, les conditions générales de location, les conditions particulières de location, ...)

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus

3. Forme des notifications et informations au titulaire

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Notification électronique par le biais de la plateforme de dématérialisation

www.marches-publics.gouv.fr

4. Obligations générales du titulaire

4.1 modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché

4.1.1. Modifications administratives

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'établissement support de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue. Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

4.2 suivi de l'exécution des marches

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre à l'établissement support le CHU de Martinique, au moins un reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. La date de reporting demandée est le 31 janvier de l'année n+1 pour les données du 1er janvier au 31 décembre de l'année n. Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit la date de début et la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre. Nous laissons le soin au titulaire du format sur lequel ce reporting sera réalisé celui-ci doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de procédure attribué par le G.H.T. de Martinique
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2024 – 31/12/2024 pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire : Le Titulaire adressera une copie de ce fichier de reporting par mail à : Sandra. GROS-DESIRS (acheteur) sandra.gros-desirs@chu-martinique.fr, Filière Transport, CHU de Martinique.

4.3 Qualités des fournitures/services

Les prestations de services doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures et services soient de qualité identique à celle définie dans son offre.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

4.4 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS tout titulaire doit justifier auprès de l'établissement support le CHU de Martinique, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.5 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements du Groupe Hospitalier du Territoire de Martinique s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles. En cas de non-accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

4.7 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du GHT de Martinique, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences. En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques des établissements de santé du GHT de Martinique, conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information du GHT de Martinique, sans l'accord du Pouvoir Adjudicateur, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par les établissements du GHT de Martinique, qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par le GHT de Martinique, à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par les établissements du GHT de Martinique ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas un accord est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par les établissements du GHT de Martinique, sans l'autorisation préalable et écrite de ceux-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements du GHT de Martinique, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis du GHT de Martinique de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai le représentant du GHT de Martinique de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre du représentant du GHT de Martinique.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

Le CHU de Martinique en qualité d'établissement support du GHT de Martinique se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le CHU de Martinique en qualité d'établissement support du GHT de Martinique se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le CHU de Martinique en qualité d'établissement support du GHT de Martinique pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

Le dispositif de géolocalisation est mis en œuvre à des fins de :

- Gestion du parc automobile des véhicules en location (optimisation des déplacements) ;
- Sécurité des véhicules
- Suivi de l'activité de service

Le titulaire du marché est considéré comme sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD. Il s'engage à :

Ne traiter les données que sur instruction du pouvoir adjudicateur ;

Ne pas sous-traiter sans autorisation écrite ;

Mettre en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles (authentification forte, chiffrement, journalisation)

Fournir une attestation de suppression des données à la fin de la location ;

Mettre à disposition une notice d'information type à remettre aux agents utilisateurs

Les données collectées par la mise en place du dispositif de géolocalisation ne devront être conservées que pour une durée strictement nécessaire à la finalité définie ;

Le titulaire agira en qualité de sous-traitant au sens du RGPD et devra fournir en annexe une convention de sous-traitant incluant la finalité du traitement ; la nature des données traitées ; les mesures de sécurité mise en place et le droit d'accès de rectification et d'opposition des personnes concernées.

4.8 Sous-traitance en cours d'exécution

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

4.9 Obligation d'information

En cas de modifications apportées par le constructeur aux véhicules sélectionnées et / ou en cas de rupture d'approvisionnement d'une référence objet du marché, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture, évolution de la réglementation, contingentement, évolution technique, changement de gamme, motorisation etc.), le titulaire en informe par écrit le CHU de Martinique et les établissements bénéficiaires sans délai. Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement ; - La durée prévisionnelle de rupture.

Le titulaire pourra proposer, à titre de remplacement, un véhicule équivalent ou supérieur, respectant les exigences fonctionnelles, techniques et environnementales définies au CCTP. Cette substitution ne devra entraîner aucune modification substantielle des besoins exprimés ni majoration de prix. La substitution ne pourra être mise en œuvre qu'après validation écrite de l'acheteur. À défaut d'accord, le titulaire restera tenu de fournir une solution conforme aux exigences du marché initial.

Le G.H.T. de Martinique apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite de l'exécution du marché.

De même en cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer le CHU de Martinique établissement support dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

4.10 Véhicule de substitution en cas de rupture d'approvisionnement

Le G.H.T. de Martinique accepte la présentation d'un véhicule de substitution pour pallier cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un évènement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre. Le titulaire propose alors un véhicule de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le véhicule doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les véhicules retenus initialement au marché.

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable du G.H.T. de Martinique. Cet accord préalable, daté et signé par le G.H.T. de Martinique sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire ou par voie d'avenant. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de véhicules de substitution.

En cas de livraison d'un véhicule de substitution sans accord préalable du G.H.T. de Martinique, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire. Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par le G.H.T. de Martinique, le marché peut être résilié pour motif d'intérêt général.

Véhicule de substitution pour des demandes particulières : sur tous les lots, le titulaire pourra, en cours d'exécution, proposer un véhicule de substitution équivalent à celui proposé dans son offre, du même segment, en fonction des contraintes géographiques et techniques de l'établissement bénéficiaire.

5 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

6 - Constatation de l'exécution des prestations

6.1 – Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

6.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

7. Modalités d'exécution des bons de commande

7.1 modalités d'émission des bons de commande de location

Les commandes sont directement passées par les établissements bénéficiaires, une fois le présent marché mis à leur disposition dans les conditions visées à l'article 1.3 du présent CCAP.

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par toute personne réputée habilitée à engager l'établissement bénéficiaire selon les règles internes propres à ce dernier. Seul l'établissement bénéficiaire est garant de cette habilitation. Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La désignation de la fourniture,
- La référence de l'accord-cadre, et numéro de marché
- La quantité à livrer,
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison
- Le prix net unitaire HT.
- Le montant TTC du bon de commande
- Le numéro de la commande,

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement bénéficiaire en cas de difficulté d'exécution. Une fois le bon de commande émis, l'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas annuler la commande, sauf motif d'intérêt général dûment justifié, et sous réserve d'indemniser le titulaire des frais et investissements, dûment justifiés, engagés à perte pour l'exécution de la prestation.

7.2 Difficulté de livraison

Le titulaire devra livrer l'ensemble des produits qui lui seront commandés. Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement bénéficiaire et l'établissement support le CHU de Martinique. Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel. L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

7.3 Modalités d'exécution et de livraison

Les véhicules sont à livrer par le titulaire selon le lieu de livraison indiqué sur le bon de commande et en concertation avec le Responsable des garages ou autre personne habilitée à réceptionner les véhicules (dont les noms et coordonnées seront indiquées).

Les véhicules seront livrés propres, équipés de toutes les options retenues, et immatriculés. Les frais de pose de plaque minéralogique sont à intégrer dans le loyer. Il en est de même des frais d'immatriculation (carte grise).

Chaque véhicule devra être livré avec :

- le plein fait,
- sa carte grise,
- son kit de sécurité
- son carnet d'entretien
- son mode d'emploi, rédigé en langue française.

7.3.1 Bordereau de livraison

En complément de l'article 21.2 du CCAG-FCS, les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date de livraison,
- L'objet de la livraison,
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- Le numéro de lot ou de série, si possible,

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord de l'établissement bénéficiaire. Auquel cas, il pourrait être transmis par courriel aux personnes concernées. Lors de la livraison du véhicule, le locataire signe un PV de prise en charge du véhicule qui vaut début de location et transfert juridique de la garde du véhicule

8. Contenu et évolution des prix

8.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prix du marché sont les loyers de location.

Le loyer de location comprend au minima :

- Le loyer de location mensuel par véhicule (ne comprend pas le montant du carburant)
- les frais supplémentaires (en fin de contrat)
- les frais kilométriques supplémentaires
- Le contrat de maintenance

8.2 Révision des prix

Le loyer mensuel prévu à l'accord-cadre pourra être révisé chaque année à la date d'anniversaire du contrat en fonction de l'évolution

- Des tarifs publics TTC du constructeur pour le modèle ou segment de véhicule concerné,
- De l'Indice des Prix à la consommation (IPC) publié par l'INSEE pour les automobiles neuves (Coicop 0.7.1.1)
- Des coûts logistiques ou fiscaux spécifiques aux Départements et Régions d'Outre-Mer.

La formule de révision est la suivante

Loyer révisé =

Loyer initial * (Indice Constructeur tn / Indice Constructeur t0) * (IPC tn / IPC t0) * (1 + ΔOM)

tn correspond à l'année de la révision et t0 correspond à la date de signature du marché

ΔOM est un correctif exprimé en % reflétant l'évolution des surcoûts spécifiques aux Outre-Mer depuis la date de signature

Clause butoir

La variation annuelle du loyer à la hausse ne pourra excéder + 5% du loyer en vigueur de l'année précédente.

Clause de sauvegarde

En cas de variation exceptionnelle entraînant une hausse cumulée des loyers supérieurs à 20% par rapport au loyer initial, ou en cas de circonstances économiques ou réglementaires exceptionnelles affectant significativement l'équilibre financier du marché pour le pouvoir adjudicateur :

- L'acheteur public se réserve le droit de demander la renégociation des conditions économiques du marché
- A défaut d'accord entre les parties, l'acheteur public pourra résilier le marché de plein droit sans indemnité

9. Avances

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire

9.1 Montant de l'avance

Le présent accord cadre étant conclu sans minimum de commande, une avance forfaitaire ne pourra être versée que pour les bons de commande d'un montant minimum de 50 000€ HT, à condition que les délais d'exécution s'étendent au-delà de deux (2) mois. Le montant de l'avance sera égal à 5 % de chaque bon de commande.

9.2. Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Le fournisseur doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article R. 2191-44 du Code de la Commande Publique ou une caution personnelle et solidaire.

9.3. Bénéficiaires de l'avance

Lorsque l'accord-cadre à bons de commande est passé avec un contractant unique ou avec des prestataires groupés conjoints, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque cotraitant.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire ou aux cotraitants conjoints s'appliquent alors au montant FCA/TTC des prestations réalisées par le titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant FCA/TTC des prestations à réaliser par l'ensemble des cotraitants solidaires.

9.4. Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant et son règlement interviendra dans le délai fixé à l'article 6.1 de l'acte d'engagement.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin de l'accord-cadre à bons de commande la possibilité d'obtenir cette avance.

9.5. Modalités de résorption de l'avance

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

La résorption de l'avance, devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80% du montant du bon de commande.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

10. Modalités de règlements

10.1 Délais de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des véhicules/prestations, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement pour les établissements publics de santé.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.2 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués **exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>** (Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique).

Chaque établissement du GHT de Martinique est destinataire de la facture correspondant aux livraisons effectuées dans leur établissement.

Les différents renseignements : numéro SIRET, numéro d'engagement ou code service sont ceux de l'établissement concerné par la livraison ou l'expédition (cf. annexe 1 au CCAP)

Sur les factures devront apparaître le lot concerné par la facturation

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour être valable, la facture doit comporter toutes les mentions requises, et en complément les éléments suivants, à savoir :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « centre de gestion » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, ***lorsque celle-ci a décidé de créer « des codes services » afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;***
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus pourrait entraîner un rejet de la facture

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

10.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11. Résiliation et pénalités

11.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

11.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les stipulations de l'article 14 du CCAG FCS sont seules applicables. Les délais de livraison seront particulièrement observés

11.3 Résiliation du contrat

11.2.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

11.2.1.1- Résiliation partielle anticipée

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une résiliation partielle du marché, à tout moment et sans justification autre qu'un motif d'intérêt général, portant sur un ou plusieurs véhicules objets du marché. Le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision partielle au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception (ou notification électronique) avec un préavis de deux (2) mois minimum avant la date de restitution effective du ou des véhicules concernés.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation liée au manque à gagner ou au solde des loyers restant à courir sur les véhicules concernés. Il pourra cependant sur présentation de justificatifs demander le paiement des prestations effectivement réalisées jusqu'à la date effective de résiliation. La résiliation partielle ne remet pas en cause la poursuite du marché pour les autres véhicules, qui continue selon les conditions initiales du marché

11.2.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité

12. CLAUSE DE REEXAMEN

12.1 Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.
- En cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant

éventuellement. La demande devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

12.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser au CHUM dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Direction des Achats

CHU de la Martinique

CS 90632 – CEDEX Lieudit La Meynard 97261 Fort de France

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par la Direction des Achats du CHU de Martinique.

12.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, le CHUM peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

12.4 Cession du marché

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire. Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses obligations fiscales et sociales ; - un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation du produit objet du marché est transférée à un autre opérateur, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

12.5 Ajout ou retrait d'un établissement

En cas de d'ajout ou retrait d'un établissement du GHT de Martinique sans conséquence sur le montant maximum du marché

13- Règlement des litiges et langues

Pour les litiges concernant la facturation, la transmission de pièces demandées ou des avoirs relatifs à une facture devront être accompagnés de la facture initiale (facture renvoyée par A/R).

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Fort-de-France
Croix de Bellevue BP B.P. 683
97264 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

14 - dérogations au CCAG-FCS

D'une manière générale, le CCAG-FCS s'applique de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Fort de France le 24/05/2025


CHU de Martinique
UF 3515
Directeur des Affaires Financière
Contrôle de gestion - Contrôle Interne
Contractualisation
Gaël MOTREFF

Le Directeur du Pôle Finances - Achats

ANNEXE 1 AU CCAP

Marché pour la Location Longue Durée (LLD) de véhicule neufs sans chauffeur et prestations associées, pour les établissements du GHT Martinique

CCAP : n° DCE-2025-036-SGD

ETABLISSEMENT	ADRESSE POSTALE	SIRET	Etablissements concernés par cette consultation	N° DE PROCEDURE
CHUM DE MARTINIQUE	CS 90632 - Route de Chateauboeuf - 972061 Fort de France cedex	20 003 452 800 014		DCE-2025-036-SGD
CH DU MARIN	37 Bd Allegre, Le Marin 97290	26 972 074 400 011	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	
CH DES TROIS-ILES	Lotissement Pointe Courchet, Le François 97240	26 972 071 000 012	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	
CH DU SAINT ESPRIT	Route de Petit Bourg Le Saint Esprit 97270	26 972 079 300 018	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	
CH Ernest WAN AJOUHU DU françois	Lotissement Pointe Courchet, Le François 97240	26 972 073 600 033	<input checked="" type="checkbox"/> NON	
CH Romain BLONDET de SAINT JOSEPH	Quartier Grosse Giouttière, Chemin Fantaisie, Saint-Joseph 97212	26 972 075 100 016	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	
CH NORD CARAIBE	Quartier Lajus - 97221 LE CARBET	20 003 106 000 011	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
CH Intercommunal LORRAIN -BASSE-POINTE	758 Chem. de Lange, Le Lorrain 97214	26 972 087 600 011	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
EHPAD Les Madrépores- ANSES D'ARLET	16 A, Rue des Gestrams, Les Anses-d'Arlet	26 972 083 500 017	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	
EHPAD Marcy HARDY du ROBERT	Route du Bois Poteau 97231 Le Robert.	26 0972 085 000 024	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON	